

## Documents sauvegardés

**LE PROGRÈS**

© 2023 Le Progrès (Lyon). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 25 septembre 2023 à OMNES-EDUCATION à des fins de visualisation personnelle et temporaire.  
news:20230924-PR-bd6ebac96afb4abb861600ba79ce6369

**Nom de la source**

Le Progrès (Lyon)

**Type de source**

Presse • Journaux

**Périodicité**

Quotidien

**Couverture géographique**

Régionale

**Provenance**

Lyon, Auvergne-Rhône-Alpes, France

Dimanche 24 septembre 2023

Le Progrès (Lyon)

• p.  
VALS12,LYON12,OGML12,VIL  
L12,LYOE12

• 287 mots



Toutes les pages ➔

Métropole de Lyon

## « Pour un monde sans arme nucléaire » : une marche jusqu'à la base aérienne du Mont-Verdun

Une centaine de personnes sont parties de la place des Terreaux, ce samedi matin, en direction la base militaire.

« Les armes nucléaires et la politique de dissuasion qui en découle ont toujours été immorales, mais, depuis le 22 janvier 2021, elles sont devenues illégales avec l'entrée en vigueur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (Tian) », souligne Jean-Marie Collin, à la tête d'Ican France, organisation relais de la campagne internationale pour abolir les armes nucléaires. 93 états ont, à ce jour, signé ce traité des Nations Unies.

« La France continue d'investir dans sa force de frappe nucléaire »

À l'appel d'Ican France, du Mouvement pour une alternative non violente (MAN), du Mouvement de la paix et de l'Observatoire des armements, une centaine de personnes sont parties, samedi à 10 heures, de la place des Terreaux à Lyon, pour une manifestation jusqu'à la base militaire du Mont-Verdun. « La base aérienne est le 2e poste de commandement ou de contrôle de la force atomique en France. Notre marche vise à dénoncer le fait que la France continue

d'investir dans sa force de frappe nucléaire », justifie Serge Perrin du MAN.

Sonia Zdorovtsoff, adjointe au maire de Lyon chargée des relations, coopération et solidarité internationales, est venue rappeler que Lyon avait signé l'appel des villes qui exhorte le gouvernement français à rejoindre le Tian. 75 villes l'ont signé, dont Villeurbanne, Vénissieux, Saint-Etienne ou Grenoble dans notre région.

Les manifestants appellent la France à participer, comme état observateur, à la seconde réunion du Traité d'interdiction des armes nucléaires en novembre.  
Photo Anne-Laure Wynar

